MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NEW DELHI

N° 06 – Du 4 au 10 février 2022

En bref

Bangladesh : L'endettement externe équivaut à 20% du PIB. Progression des transferts des migrants. Succès de la plateforme de paiement de la Bangladesh Bank.

Bhoutan : Déficit public en hausse pour 2021/22. Inflation à 6,87% en décembre 2021. Protocole d'accord avec l'Australie pour lutter contre le blanchiment d'argent.

Inde : *Indicateurs macro-économiques :* State Bank of India : prévision de croissance de 9% pour 2021/22. Diminution des ventes de deux-roues en janvier. Hausse de l'utilisation des capacités au deuxième trimestre. Légère amélioration de la confiance des consommateurs. *Comité de politique monétaire :* Le Comité de politique monétaire (MPC) de la RBI maintient l'orientation accommodante de la politique monétaire, inspirée par le souci d'une coordination maximale avec la politique budgétaire et la relativisation des *spillovers* de la politique monétaire américaine sur le reste du monde. *Secteur financier :* Le gouverneur sévère à l'encontre des crypto-monnaies. *Autres informations :* Record de 4,6 Mds USD de prêt de la BAsD en 2021. Record de 325 000 nouveaux postes de cadres en janvier.

Maldives : Règlement d'un swap indien de 250 MUSD en décembre.

Népal : Les entreprises étrangères évincées des marchés publics d'un montant inférieur à 3 M NPR. La Banque centrale cherche à renforcer l'interopérabilité des paiements numériques. Réserves de change en baisse au S1. Déficit commercial record au S1. Hausse de l'inflation au S1. Diminution des transferts des migrants de 5,5%.

Pakistan : Réactions pakistanaises au rapport article IV du FMI après le CA du 28 janvier 2022. Mesures antidumping sur les importations de produits en acier plat provenant de l'UE, Taïwan, Corée du Sud et Vietnam. Bons résultats dans le secteur bancaire au T1 2021/2022, mais baisse du rendement des actifs. Cinq banques sanctionnées par la SBP pour non-respect de ses instructions sur les opérations bancaires générales. Le ministère des Finances attend 5,7 Mds USD d'engagements nouveaux des créanciers multilatéraux au S2 FY 2021/2022. La Banque mondiale pose ses conditions au Pakistan avant de s'engager dans de nouveaux projets. Dette circulaire : la BM (programme PACE II) pourrait travailler de façon coordonnée avec l'AIIB.

Sri Lanka : Avancée parfois contestée de plusieurs mesures du budget 2022. Dialogue franc entre l'UE et Sri Lanka sur les problématiques d'accès au marché. Nouvelle hausse des prix à la pompe. Approbation par la Commission européenne de l'indication géographique Cannelle de Ceylan.

Bangladesh

L'endettement externe équivaut à 20% du PIB

La dette externe du secteur public était évaluée à 61,3 Mds USD fin septembre 2021 contre 59,4 Mds USD fin juin 2021, la dette à long terme s'élevait à 59,64 Mds USD (14,6% du PIB), dont 56% ou 33,2 Mds USD auprès des bailleurs multilatéraux, 32% ou 19,2 Mds USD auprès de créanciers bilatéraux (Japon, loin devant la Chine et la Russie), et 6% auprès du FMI (3,4 Mds USD).

La dette externe du secteur privé atteint 19,6 Mds USD fin septembre 2021 contre 18,7 Mds USD fin juin 2021, dont 12,5 Mds USD à court terme et 7,1 Mds USD à long terme.

Au total, l'endettement externe du pays s'élève à 80,8 Mds USD fin septembre 2021 (20% du PIB, évalué à 410,8 Mds USD).

Progression des transferts des migrants

Pour relancer le circuit formel des transferts des travailleurs expatriés, la Banque centrale a porté depuis le 1er janvier dernier de 2% à 2,5% l'incitation financière versée depuis deux ans (le bonus est versé sur le compte, sans contrôle pour les virements jusqu'à 1 500 USD), afin d'endiguer la baisse observée depuis juillet 2021, largement imputable à la reprise des canaux non-officiels (qui représenteraient encore plus de la moitié des transferts depuis l'étranger).

En outre, la plateforme digitale de services financiers mobiles bKash, acteur historique adossé à la BRAC Bank (48% de part de marché en décembre 2021), offre depuis le 15 janvier un bonus supplémentaire de 1% pour tout transfert minimum de 15 000 BDT (150 EUR), portant l'incitation à 3,5% jusqu'à fin avril 2022. La population expatriée dans plus de 70 pays peut ainsi effectuer des transferts auprès de 57,5 millions de comptes bKash via les réseaux de 10 banques commerciales et plus de 60 bureaux de change (*money transfer organisations*).

Les transferts des migrants ont ainsi progressé de 5% en janvier dernier en g.a., pour atteindre 1,7 Md USD, après une hausse similaire en décembre 2021, qui faisait suite à cinq mois consécutifs de baisse.

Sur les sept premiers mois de l'exercice en cours, les transferts atteignent 12 Mds USD, et la cible de 26 Mds USD anticipée en juin dernier par la banque centrale sera difficilement atteinte fin juin 2022.

Succès de la plateforme de paiement de la Bangladesh Bank

Soucieux de garantir la transparence dans les versements des allocations sociales et des salaires et traitements, le gouvernement a lancé en 2019 le projet de plateforme gérée par la Banque centrale (*Government eTransaction Processing Hub* GeTPH). Adossé au *Bangladesh Electronic Fund Transfer Network* (BEFTN), il permet à la Banque centrale, depuis le lancement opérationnel fin 2020, de faire des versements électroniques aux bénéficiaires, au maximum 48h après avoir reçu les fonds des administrations concernées, contre trois à six mois sous le précédent dispositif, souvent critiqué pour son opacité.

Le succès du GeTPH est spectaculaire ; les versements se sont élevés à 921,4 Mds BDT en 2021 (9,2 Mds EUR), contre 356,1 Mds BDT en 2020, et 105,48 Mds BDT en 2019 (les salaires des fonctionnaires étaient partiellement versés via le BEFTN depuis 2015). Ils ont touché 26,7 millions de bénéficiaires (étudiants, fonctionnaires, retraités, titulaires de livrets d'épargne, catégories défavorisées) à travers seize programmes sociaux. Les récipiendaires reçoivent les allocations sur leur compte bancaire ou mobile (MFS), à travers les quinze plateformes digitales fournissant des services financiers mobiles dans le pays. Dix millions de transactions sont réalisées chaque jour en moyenne par 36,8 M de comptes MFS actifs (ayant effectué au moins une opération sur les trois derniers mois). La commission de la banque centrale est nulle avec une banque commerciale et de 0,7% avec un MFS.

La capacité de traitement du GeTPH est de 600 000 transactions par heure (contre 115 000/jour auparavant), pour un coût très réduit. Le nombre de transactions a ainsi explosé, passant de 388 millions en 2018 à 29,7 Mds en 2020 et 133,9 Mds en 2021.

Bhoutan

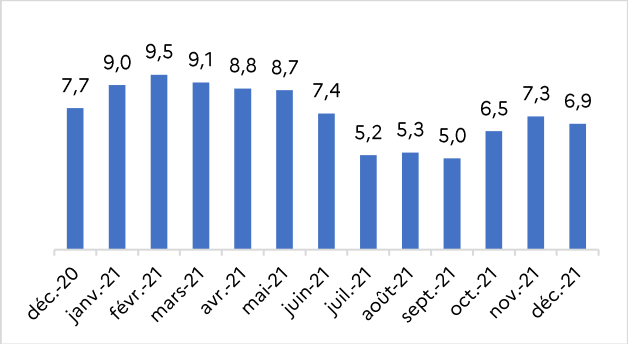
Déficit public en hausse pour 2021/22

Selon les données publiées par le ministère de l'Economie à l'issue du premier semestre de l'exercice 2021/22 débuté en juillet, le déficit public est revu à la hausse de 17,15 Mds BTN à 17,32 Mds BTN (231 M USD), en raison d'une augmentation des emprunts extérieurs équivalant à 168 M BTN. Le déficit rapporté au PIB augmente ainsi de 8,59% à 8,68%. Pour rappel, le déficit public du Bhoutan a subi une forte hausse en raison de la pandémie et du recul des recettes publiques de 13% entre 2019/20 et 2020/21. Par conséquent, le déficit public s'est creusé, de 2,8% en 2019/20 à 9,6% du PIB en 2020/21. La dette publique atteint ainsi 123,4% du PIB ; majoritairement à long terme et liée aux projets hydroélectriques, elle est considérée comme peu risquée mais l'alourdissement du service de la dette constitue un défi pour la reprise pérenne de l'économie.

Inflation à 6,87% en décembre 2021

Selon les données publiées par le Bureau national des statistiques, l'indice des prix à la consommation est en hausse de 6,87% en glissement annuel. L'inflation diminue par rapport à novembre 2021 (7,26%), principalement en raison de la chute des prix du carburant de 10% en moyenne. L'inflation alimentaire et non alimentaire contribuent dans des proportions égales à la hausse des prix et atteignent respectivement 6,92% et 6,82%. En décembre, le poste de l'habillement enregistre la plus forte hausse de 10,77%.

Inflation (g.a.)



Protocole d'accord avec l'Australie pour lutter contre le blanchiment d'argent

Le 8 février dernier, l'Ambassadeur du Bhoutan en Australie, pour le compte du Département du renseignement financier de la Banque centrale bhoutanaise (FID-RMA) et la Directrice générale du Centre australien d'analyse et de déclaration des transactions (*Australian Transaction Reports and Analysis Center*) ont signé un protocole d'accord visant à approfondir la coopération et l'échange d'informations dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. A ce jour, le FID-RMA a signé une douzaine de protocoles d'accord de ce genre, dans le cadre du *Anti-Money Laundering and Countering the Financing of Terrorism Act of Bhutan* de 2018.

Inde

Indicateurs macro-économiques

State Bank of India : prévision de croissance de 9% pour 2021/22

A l'approche de la fin de l'année fiscale, la première banque publique indienne SBI revoit sa prévision de croissance pour 2021/22 de 8,5% à 9%. La banque justifie cette révision par la hausse de la demande de crédit des entreprises. La demande de crédit bancaire a en effet progressé de 9,2% en glissement annuel fin décembre, après être passée au-dessus des 7% en novembre, une première depuis avril 2020.

Diminution des ventes de deux-roues en janvier

Selon les données de la *Federation of Automobile Dealers Association of India* (FADA), l'immatriculation des deux roues a continué de se contracter, en diminuant de 10% en glissement annuel en janvier 2022, de même que l'enregistrement de tracteurs, de 13%.

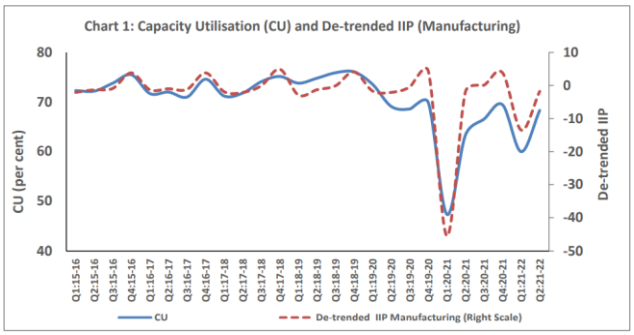
La demande de deux-roues est considérée comme un indicateur fiable du niveau de consommation des campagnes, la demande rurale comptant pour 60% des ventes. Bien que cette diminution soit liée à un effet de base défavorable en raison du rebond enregistré un an plus tôt, elle traduit également les difficultés économiques des campagnes indiennes confrontées au retour des travailleurs urbains, à la hausse des prix du carburant et à la perspective de transferts budgétaires limités de l'Union pour l'exercice 2022/23 (*voir brèves n°5*).

Selon la FADA, l'évolution des ventes de véhicules montrent une dichotomie claire entre les ventes de véhicules urbains de moyen-haut de gamme qui reviennent au niveau pré-pandémie et celles des véhicules ruraux d'entrée de gamme qui demeurent en-deçà.

En outre, sur l'année 2021/22 les industriels estiment les ventes de deux-roues à 14,5 M d'unités, le niveau le plus bas depuis presque dix ans. Les industriels s'attendent à ce que les ventes continuent de décliner dans les prochains mois en l'absence de mesures incitatives, la demande étant susceptible de redémarrer à l'occasion de l'ouverture de la saison des mariages à partir d'avril dans le nord de l'Inde.

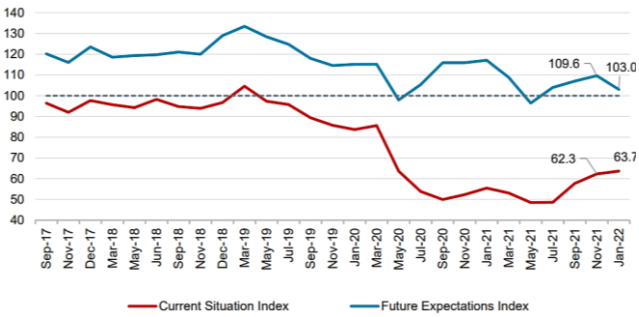
Hausse de l'utilisation des capacités au T2

Selon l'étude *OBICUS Survey on the Manufacturing sector* menée par la RBI, l'utilisation des capacités de production des entreprises manufacturières a atteint 68,3% au deuxième trimestre de l'exercice 2021/22 (juillet-septembre), en hausse par rapport aux chiffres du premier trimestre à 60%. Les nouvelles commandes ont également augmenté de 16,9% en glissement annuel contre une hausse de 10,4% un an plus tôt, reflétant la reprise de l'activité.



Légère amélioration de la confiance des consommateurs

Selon l'étude *Consumer Confidence Survey* menée par la RBI, la confiance des consommateurs eu égard à la situation économique présente continue de s'améliorer, après une chute libre de mars à septembre, tout en restant plutôt pessimiste. Les consommateurs expriment ainsi un sentiment négatif sur le niveau des prix et des salaires mais qui tend à s'atténuer, excepté pour l'emploi, à l'égard duquel le sentiment négatif s'aggrave en janvier. Au contraire, la confiance des consommateurs à un an est meilleure, bien que l'indice ait pâti de la troisième vague de Covid-19 en janvier 2022.



Comité de politique monétaire

Le Comité de politique monétaire (MPC) de la RBI maintient l'orientation accommodante de la politique monétaire

Contre toute attente, le Comité de politique monétaire qui s'est réuni du 8 au 10 février a pris

à l'unanimité les décisions suivantes en matière de taux :

- Maintien du taux de prise de pension à 4%, du taux de mise en pension à 3,35% et du taux de facilité marginale à 4,25% ; pour rappel, les taux d'intérêt directeurs n'ont pas été modifiés depuis mai 2020.

Considérant que la croissance de l'économie est loin d'être généralisée à l'ensemble des secteurs, le MPC a décidé de maintenir, à l'unanimité moins une voix, l'orientation accommodante de la politique monétaire « aussi longtemps que nécessaire », tout en surveillant les pressions inflationnistes.

Le diagnostic du MPC se fonde sur les éléments suivants : si pour l'exercice en cours, la RBI converge vers les prévisions du ministère des Finances en annonçant une croissance du PIB de 9,2% pour 2021/22, pour 2022/23, elle est nettement en retrait, en prévoyant une croissance de 7,8%, contre une fourchette de 8-8,5% pour le MoF. En ce qui concerne l'inflation, la RBI l'estime à 5,3% pour 2021/22 et à 4,5% pour 2022/23, assortie d'un infléchissement à 4,1% au S2 2022/2023. Le MPC minore notamment les perspectives d'évolution de l'inflation importée, tout en considérant que les facteurs endogènes contribueront à un net infléchissement de l'inflation effective.

Inspirée par le souci d'une coordination maximale avec la politique budgétaire…

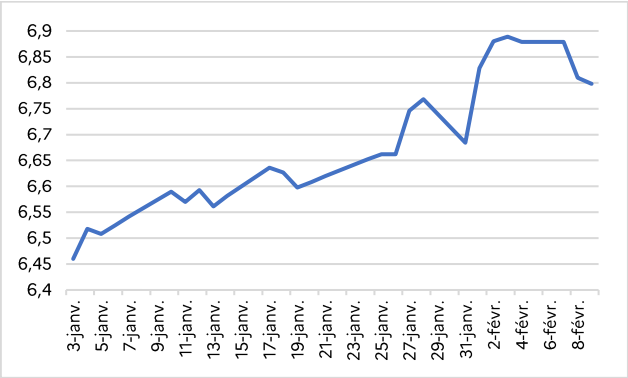
La RBI a choisi de ne pas modifier le taux des *reverse repo*, alors que le marché anticipait un relèvement minimal de 20 points de base, afin de disposer d'une marge de manœuvre maximale dans sa gestion de la liquidité. Le *statu quo* est également inspiré par le souci d'assurer le meilleur degré de coordination possible de la politique monétaire avec la politique budgétaire, compte tenu de la nécessité de financer les émissions massives de titres à dix ans (201 Mds USD) annoncées par le gouvernement la semaine dernière (*voir brèves n°5*). La décision a d'ailleurs été saluée par les marchés obligataires, le 10 ans indien s'infléchissant à 6,7%, alors qu'il avait dérivé la semaine dernière à 6,9% en liaison avec la publication du Budget de l'Union.

…Et la relativisation des *spillovers* de la politique monétaire américaine sur le reste du monde

Cependant, la décision du maintien des taux s'inscrit probablement à contre-courant des perspectives de relèvement des taux plus importantes que prévu de la Réserve Fédérale américaine. Le MPC sous-estime également le risque d'un creusement du déficit courant à quelque 3-4% du PIB, en considérant que le niveau élevé des réserves de change permettra de faire face aux sorties de capitaux induites par le resserrement de la liquidité mondiale.

Par ailleurs, les rendements des titres d'Etat à 10 ans, qui ont certes reculé à l'annonce des décisions du Comité, devraient se tendre au cours des prochains mois, compte tenu des émissions prévues, non seulement par l'Etat central mais également par les Etats fédérés, qui seront fortement mobilisés dans le financement du Plan de relance par les infrastructures. La progression du crédit bancaire plus rapide que l'an dernier, de 9,2% en g.a. au 31 décembre contre 6,6% au 1er janvier 2021, souligne également les risques tant d'effets d'éviction, que d'une raréfaction relative des ressources bancaires (dépôts) face à leurs emplois, à un moment où le ratio des prêts aux dépôts se dégrade.

Taux des obligations à 10 ans



Secteur financier

Le gouverneur sévère à l'encontre des crypto-monnaies

Le gouverneur de la Banque centrale a lancé un avertissement sévère à l'encontre des crypto-monnaies, affirmant qu'elles n'avaient même pas la valeur du sous-jacent que pouvait représenter le bulbe d'une tulipe, en référence à la bulle spéculative ayant frappé les Pays-Bas au XVIIe siècle. Sa déclaration intervient juste après l'annonce faite par le gouvernement d'un projet de taxation des crypto-monnaies, sans pour autant les autoriser formellement.

Autres informations

Record de 4,6 Mds USD de prêt de la BAsD en 2021

La Banque asiatique de développement a annoncé avoir prêté le montant record de 4,6 Mds USD à l'Inde en 2021, dont 1,8 Md USD dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19. La BAsD a au total octroyé à l'Inde 17 prêts souverains en 2021. En ce qui concerne la lutte contre la pandémie, 1,5 Md USD sont consacrés à l'achat de vaccins et 300 M USD au renforcement du système de santé. Au 31 décembre 2021, le portefeuille total de la BAsD en Inde se compose de 69 projets pour un total de 15,5 Mds USD.

Record de 325 000 nouveaux postes de cadres en janvier

Selon une étude menée par le quotidien The *Economic Times*, en janvier 2022 le marché du travail formel a enregistré la plus importante entrée de nouveaux postes de cadres depuis deux ans. Ces postes ressortissent en majorité aux secteurs de l'informatique, du commerce en ligne, de la vente et des télécommunications. Ces créations reflètent également un effet de rattrapage alors que de nombreuses entreprises avaient suspendu leur processus de recrutement en raison de la pandémie. Ces chiffres rassurent quant à la résilience et la réactivité des entreprises alors que la vague de contaminations liées au variant Omicron touche à sa fin. Toutefois, ces chiffres sont à relativiser, eu égard à l'importance de l'emploi informel en Inde, qui capterait au moins 80% de la main d'œuvre.

Maldives

Règlement d'un *swap* indien de 250 MUSD en décembre

Ouvrant la première session du Parlement, le président Solih a confirmé le remboursement, le 29 décembre 2021, d'un *swap* de 250 M USD obtenu auprès de l'Inde en juillet 2019, dans la lignée de l'objectif que s'étaient donné les autorités, et indiqué que les remboursements (depuis fin 2018) de la dette contractée par la précédente administration maldivienne (fin 2013 – fin 2018) atteignent 447 M USD. Après être parvenues à maintenir les réserves à un niveau stable voire croissant grâce aux recettes touristiques et à l'émission de plusieurs obligations islamiques en 2021, les Maldives ont donc enregistré une chute (-16,2% en g.m.) de celles-ci fin décembre à 791,2 M USD. Fin janvier 2022, elles atteignent désormais 753,4 M USD (3,6 mois d'importations). Dans son discours, le président Solih a par ailleurs rappelé les estimations de croissance des autorités maldiviennes pour 2021 (au-delà de 31,6%), et tablé sur une croissance toujours forte en 2022, à 12,0%.

Népal

Les entreprises étrangères évincées des marchés publics d'un montant inférieur à 3 M NPR

Le gouvernement a interdit la participation des entreprises étrangères aux passations de marchés publics inférieurs à 3 M NPR (25 000 USD) et relève ainsi la limite précédente de 1 M NPR. En outre, les entreprises étrangères qui obtiennent des contrats de plus de 10 M NPR ont désormais l'obligation d'établir une *joint-venture* avec une entreprise népalaise et une entreprise

de construction ne peut détenir plus de cinq contrats à la fois. Ces mesures visent à promouvoir l'activité des entreprises locales et à permettre des transferts de technologie. Toutefois elles pourraient également dissuader les entreprises étrangères de venir au Népal, le pays étant déjà mal classé en termes de climat des affaires (94ème/190 *Doing Business* 2020, Banque mondiale) et de corruption (117ème/180 *Corruption perceptions index 2021*, Transparency International).

La Banque centrale cherche à renforcer l'interopérabilité des paiements numériques

La Banque centrale népalaise (NRB) a, dans une circulaire publiée le 4 février, demandé aux fournisseurs de services de paiements digitaux (code QR, portefeuilles numériques, applications bancaires mobiles etc.) d'atteindre l'interopérabilité dans les six prochains mois. L'utilisation des paiements numériques s'est accélérée sous l'effet de la pandémie et des confinements et cette mesure devrait participer à l'amélioration de l'inclusion financière.

Réserves de change en baisse au S1

Selon les données publiées par la Banque centrale, à la mi-exercice (juil. – déc.) les réserves de change diminuent de 17,6% entre juillet 2021 et janvier 2022 pour atteindre 8,6 Mds USD. Elles couvrent désormais 8,1 mois d'importations de biens (chiffres de 2020/21), contre 9,8 mois à la mi-juillet.

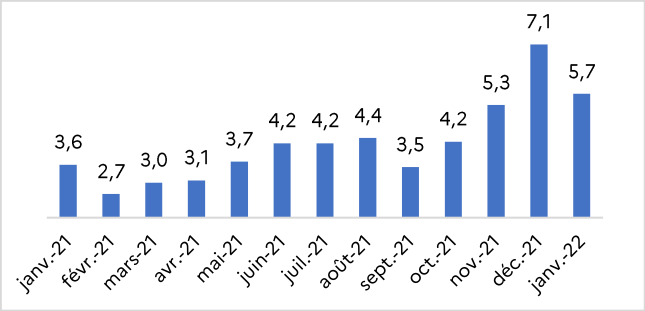
Déficit commercial record au S1

Le Népal enregistre au premier semestre de l'exercice en cours, débuté mi-juillet, un déficit commercial de 880 Mds NPR (7,3 Mds USD), en hausse de 47% par rapport à celui enregistré un an auparavant. Si les exportations (+95%) augmentent plus rapidement que les importations (+51%), ces dernières restent huit fois supérieures aux exportations. Au S1 2021/22, le premier partenaire commercial du Népal reste l'Inde avec 62,6% du commerce extérieur du Népal, 81,2% des exportations et 60,4% des importations, loin devant la Chine (13,1%, 0,4% et 14,6%). Les principaux produits exportés sont l'huile de soja (28,8% des exportations) et de palme (26,9%) et les principaux produits importés sont les produits pétroliers (13,2%) et équipements et véhicules de transports (7,7%).

Hausse de l'inflation au S1

A l'issue du premier trimestre de l'exercice en cours, l'inflation s'établit à 5,65% contre 3,56% un an auparavant et en moyenne elle atteint 4,91% au S1 2021/22 contre 3,87% au S1 2020/21. L'inflation des produits alimentaires atteint 4,92% contre 6,23% pour les produits non alimentaires. L'inflation non alimentaire est entretenue par la hausse des produits de la catégorie « Transport » (+14,1%), incluant le carburant. Parmi les autres postes en forte hausse se trouvent : l'éducation (+6,67%), les équipements ménagers (+6,57%), l'immobilier (+5,79%) et l'habillement (+4,96%).

Inflation (g.a.)



Produits	Poids (%)	Inflation (%)
Alimentaires	**43,91**	**4,92**
Non-alimentaires	**56,09**	**6,23**
Habillement	7,19	4,96
Immobilier	20,30	5,79
Equip. ménagers	4,30	6,57
Santé	3,47	4,58
Transport	5,34	14,07
Education	7,41	6,67

Diminution des transferts des migrants de 5,5%

Selon les données publiées par la Banque centrale, les transferts des travailleurs migrants ont diminué de 6,2% entre mi-juillet 2021 et mi-janvier 2022. Ils atteignent en janvier 2022 3,93 Mds USD. Après une hausse au plus fort de la pandémie à 4,2 Mds USD au S1 2020/21, il semblerait que les transferts reviennent à leur niveau de pré-pandémie (3,9 Mds USD au S1 2019/20).

Paradoxalement, le nombre de Népalais ayant demandé une première autorisation pour partir travailler à l'étranger a considérablement augmenté : de 15 049 à 167 513, de même le nombre de travailleurs en renouvellement d'autorisation a été multiplié par quatre et atteint 130 212. En outre, 46% des travailleurs qui demandent une première autorisation le font pour partir en Arabie saoudite, 27% au Qatar et 15% aux Emirats Arabes Unis. Quant aux renouvellements, 43% concernent la Malaisie, 26% le Qatar et 21% l'Arabie saoudite. Pour rappel en 2020, les transferts des travailleurs expatriés comptent pour 24% du PIB du Népal.

Pakistan

Réactions pakistanaises au rapport article IV du FMI après le CA du 28 janvier 2022

La presse pakistanaise a bénéficié de certaines informations de la réunion du Conseil d'administration (CA) du FMI sans avoir accès aux comptes rendus. Si elle a lu de façon très rapide le rapport sur l'article IV, elle a connaissance des sujets principaux exposés par le FMI. Les points importants qu'il faut retenir concernant l'accueil au Pakistan sont les suivants. La presse pakistanaise :

(i) ne retranscrit pas la réponse en CA sur le fait que le Pakistan n'aurait pas un problème de soutenabilité de la dette, mais elle indique que le FMI demande aux bailleurs du pays de constituer un front uni par rapport aux échéances de la dette pakistanaise.

(ii) revient longuement sur les demandes de séparation de la Banque centrale par rapport à des métiers qui doivent relever d'entités juridiques indépendantes.

(iii) en ce qui concerne les questions fiscales, elle ne reprend pas les analyses de fond des Services (impact de la fiscalité sur la compétitivité industrielle) mais elle informe que conformément aux recommandations des Services, le gouvernement va mettre en place un impôt à la source d'ici la prochaine année fiscale.

Mesures antidumping sur les importations de produits en acier plat provenant de l'UE, Taïwan, Corée du Sud et Vietnam

A l'issue d'une enquête d'un an, la Commission tarifaire nationale (NTC) a imposé des mesures antidumping allant de 6,18% à 17,25% sur des produits en acier plat importés pendant une période de 5 ans. Ces droits antidumping perçus à l'importation des produits incriminés s'ajouteront aux autres taxes et droits d'accise et seront perçus de la même manière que les droits de douane.

Le motif de dumping ne semble pas fondé. Le communiqué de presse évoque le « préjudice économique » dont fait l'objet la branche sidérurgique pakistanaise devant l'augmentation significative du volume des importations, de l'utilisation des capacités, des bénéfices, de la rentabilité, du retour sur investissement et des effets négatifs sur la production, les ventes, la productivité, les salaires et les traitements.

On notera que le seul acteur fabriquant des produits en acier plat au Pakistan est *Pakistan steel mill*, qui figure sur la liste des sociétés privatisables et deux sociétés, l'une chinoise, l'autre russe ont été pré-qualifiées il y a trois semaines pour son rachat.

Bons résultats dans le secteur bancaire au T1 2021/2022, mais baisse du rendement des actifs

Le total des actifs du secteur bancaire pakistanais s'élevait à 28 790 Mds PKR (159,7 Mds USD) fin septembre, en hausse de 2,17% par rapport au trimestre précédent, selon le rapport trimestriel de la Banque centrale (SBP). Les dépôts des banques ont augmenté de 0,36% pour atteindre 20 516 milliards de roupies au

cours du trimestre, contre une croissance de 0,80% au cours de la même période de l'année précédente.

Les indicateurs de risque de crédit du secteur bancaire se sont encore améliorés, le ratio des prêts non productifs bruts au total des prêts ayant diminué à 8,8% à fin septembre 2021, contre 9,9% il y a un an.

Le rendement des actifs s'établissait à 0,95% au troisième trimestre 2021, contre 1,13% au cours de la même période de 2020. Le ratio d'adéquation des fonds propres qui s'établit à 17,9% est largement au-dessus de la référence réglementaire nationale minimale de 11,5%.

Cinq banques sanctionnées par la SBP pour non-respect de ses instructions sur les opérations bancaires générales

L'amende infligée aux cinq banques pour avoir enfreint les réglementations relatives aux opérations bancaires demeure d'un montant total quasiment symbolique de 13,684 M PKR (environ 60 M USD) et est destinée à la Bank Al Habib, à la Bank of Punjab, à la Standard Chartered Bank Pakistan, à la banque Askari et à la NBP. La SBP a exigé que les banques incriminées renforcent leurs processus sur les sujets pour lesquels elles ont été incriminées.

Le ministère des Finances attend 5,7 Mds USD d'engagements nouveaux des créanciers multilatéraux au S2 FY 2021/2022

La presse indique que le décaissement des prêts provenant des IFIs contribuera à éviter l'épuisement des réserves de change, qui sont actuellement à 15,7 Mds USD.

La Banque mondiale pose ses conditions au Pakistan avant de s'engager dans de nouveaux projets

La Banque mondiale (BM) demande au Pakistan :

(i) D'unifier son système de TVA en regroupant les services centraux du fisc et ceux des provinces sous un régime de taxe générale sur les ventes (GST) ;

(ii) De centraliser son système d'évaluation des biens immobiliers au niveau national, puisque qu'aujourd'hui les taux et calculs de la GST et de l'évaluation des biens diffèrent selon les provinces ;

(iii) De s'engager au Parlement sur le paiement des arriérés de l'électricité (dette circulaire) avant de s'engager dans deux nouveaux projets ;

(iv) De modifier la loi sur la responsabilité fiscale et la limitation de la dette (FRDLA) ;

(v) De supprimer la dette circulaire conformément au plan initié par les experts de la BM et le Conseil de gestion de la dette circulaire (CDMP) ;

(vi) De rembourser les arriérés du secteur de l'électricité.

Le programme RISE II de la BM pourrait s'élever entre 350 MUSD et 500 MUSD. L'harmonisation de la GST préconisée dans le programme Rise I (assistance à la réforme fiscale) est en suspens au Conseil national des impôts (CNT) depuis un an.

Dette circulaire : la BM (programme PACE II) pourrait travailler de façon coordonnée avec l'AIIB

La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) s'est engagée à participer à la deuxième phase du programme PACE de la BM afin d'aider le Pakistan à organiser une sortie honorable de la dette circulaire (14,1 Mds USD fin décembre 2021) dont pâtissent les producteurs d'énergie indépendants (IPP) détenus par des capitaux chinois. La Chine propose un programme de 1 Md USD qui serait effectué en parallèle avec un programme de la BM de 500 à 600 MUSD. La presse rapport cependant qu'un haut fonctionnaire du ministère des Finances aurait déclaré que le gouvernement n'était pas prêt à s'orienter vers une telle demande.

Sri Lanka

Avancée parfois contestée de plusieurs mesures du budget 2022

Le gouvernement a publié la gazette contenant sa nouvelle mesure phare destinée à tirer les recettes fiscales en 2022, qui est estimée à 0,5 point de PIB et 5% des recettes fiscales totales : une surcharge rétroactive de l'IR/IS pour les entités, entreprises ou individus, ayant eu un revenu imposable sur l'exercice 2020/2021 supérieur à 2 Mds LKR (9,9 M USD). Le texte fait l'objet d'une forte contestation de la part des lobbies du secteur privé, qui réclament plutôt un nouvel impôt applicable à tous et sans effet rétroactif. Par ailleurs, son application en l'état aux principaux fonds de pension, l'*Employees' Provident Fund* et l'*Employees' Trust Fund* est dénoncée comme une spoliation des salariés par l'opposition. Le ministre du Travail a lui-même demandé l'exclusion de ces fonds du périmètre d'application de la nouvelle mesure. Par ailleurs, la deuxième lecture au Parlement du texte prévoyant le nouvel impôt sur les biens et services (GST), censé consolider plusieurs impôts préexistants (alcools, cigarettes, jeux et paris, véhicules et télécommunications), est repoussée en raison de la contestation de sa constitutionnalité auprès de la Cour suprême. Du côté des dépenses, le gouvernement a lancé le 3 février son programme de développement, doté de 100 Mds LKR (493 M USD), censé financer 100 000 petits projets dans les zones rurales.

Dialogue franc entre l'UE et Sri Lanka sur les problématiques d'accès au marché

L'UE et Sri Lanka ont tenu le 31 janvier un « Dialogue des investisseurs », première édition depuis trois ans de ce forum lancé en 2014 pour discuter du potentiel de Sri Lanka mais aussi des freins à son attractivité pour les investissements européens. A l'aide de témoignages d'entreprises, la partie européenne a entre autres dénoncé les restrictions à l'importation, les limitations d'accès aux devises, les seuils minimaux d'investissement en capital et maximaux de détention étrangère, certaines incohérences réglementaires et décisions contradictoires préjudiciables à la confiance des investisseurs. Plusieurs de ces sujets seront relayés au sein des ministères compétents et ce dialogue devrait à l'avenir prendre un format semestriel.

Nouvelle hausse des prix à la pompe

La compagnie LIOC (*Lanka India Oil Company*), le deuxième distributeur de carburants à Sri Lanka, a annoncé augmenter les prix du diesel de 3 LKR, à 124 LKR par litre (+2,5%), et du Petrol 92 de 7 LKR, à 184 LKR/l (+4,0%), pour répondre à la hausse des prix du baril à l'international. Les tarifs de LIOC dépassent ainsi ceux, réglementés, de son concurrent CPC (*Ceylon Petroleum Corporation*), l'opérateur public et principal acteur du marché (86% de part de marché), sur lesquels ils étaient auparavant alignés. En décembre 2021, les deux opérateurs avaient déjà augmenté les prix des différents carburants de 9 à 14% d'un coup, après une hausse de 9 à 15% en juin. Les prix à la pompe des deux opérateurs ne couvrent cependant toujours pas leurs dépenses : malgré cette hausse, LIOC déclare encore perdre 42 LKR par litre de diesel et 10 LKR par litre d'essence, et CPC 48,3 LKR et 15,68 LKR. Le report de la consommation sur ses stations risque d'accroître les pertes de cette dernière, déjà fortement endettée (707,5 Mds LKR en juillet 2021), et qui réclame au gouvernement une nouvelle révision à la hausse des prix. Ces hausses de prix et leurs répercussions sur les autres biens et services de consommation inquiètent la population dans un contexte où l'inflation atteint déjà des sommets (14,2% en janvier en g.a.).

Approbation par la Commission européenne de l'indication géographique *Cannelle de Ceylan*

La Commission européenne a approuvé le 3 février l'indication géographique *Cannelle de Ceylan*, première indication géographique protégée (IGP) de Sri Lanka. Cette reconnaissance consacre un processus de plus de dix ans. Elle permettra, une fois les procédures de suivi et traçabilité mises en place au sein du pays, de distinguer la cannelle de Sri Lanka, troisième

exportateur mondial du produit (227 M USD en 2020) après la Chine et le Vietnam, et de la préserver des imitations frauduleuses. Cette première IGP est une bonne nouvelle pour un autre projet d'indication géographique par ailleurs mené par l'Agence Française de Développement en collaboration avec le Sri Lanka Tea Board et le CIRAD, concernant le thé de Ceylan.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	**Perspective**	**Note**	**Perspective**	**Note**	**Perspective**	**Risque-pays**	**Climat des affaires**
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa2	Stable	CCC	Négative	CCC	-	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

Pour s'abonner : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : © DG Trésor